



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE
L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE HAUTE-NORMANDIE

Service risques

Arrêté du – 3 DEC. 2014

autorisant la société MSE SAINT SAUMONT à exploiter un parc éolien terrestre au titre des installations classées sur les communes de BRADIANCOURT et NEUFBOSC

**Le préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
commandeur de la Légion d'honneur**

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret du 17 janvier 2013 du Président de la République nommant M. Pierre-Henry MACCIONI préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;
- Vu l'arrêté n° 13-196 du 25 avril 2013 modifié portant délégation de signature à M. Éric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la demande présentée le 5 décembre 2013 et complétée le 10 décembre 2013 par les récépissés de dépôt des permis de construire, par la société MSE SAINT SAUMONT dont le siège social est situé boulevard de Turin – 59777 LILLE en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter sur les communes de BRADIANCOURT et NEUFBOSC une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs d'une puissance totale maximale de 20,4 MW ;
- Vu l'ordonnance n° E 14000041/76 du 2 avril 2014 nommant le commissaire enquêteur et son suppléant ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 avril 2014 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 3 juin 2014 au 3 juillet 2014 ;
- Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 13 mars 2014 ;

- Vu le registre d'enquête et le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de BRADIANCOURT et NEUFBOSC ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 novembre 2014 ;
- Vu la lettre de convocation à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 20 novembre 2014 ;
- Vu la délibération de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 28 novembre 2014 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant en date du 2 décembre 2014 ;
- Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courriel en date du 2 décembre 2014 ;

Considérant :

- que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- qu'en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,
- que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux,
- que les mesures imposées à l'exploitant telles que le suivi de la mortalité sur l'avifaune et les chiroptères et la réalisation des travaux de terrassement en dehors de la période de nidification des oiseaux sont de nature à réduire l'impact sur la biodiversité présenté par les installations,
- que la réalisation des fouilles et la construction des aires stabilisées en dehors de la période de nidification des oiseaux permettront de limiter l'impact sur l'avifaune,
- que les conditions d'aménagement, d'exploitation et d'implantation prévues dans le dossier de demande d'autorisation permettent de limiter l'impact visuel,
- que les mesures paysagères prévues, notamment la reconstitution d'alignement d'arbres sur la RD 24 afin de souligner les entrées des villages de BRADIANCOURT et de NEUFBOSC et le renforcement de la ceinture végétale des villages permettent également de limiter l'impact visuel,
- que les mesures imposées à l'exploitant, notamment le fonctionnement optimisé des aérogénérateurs, sont de nature à prévenir les éventuelles nuisances sonores,
- que la mise en œuvre d'une réception acoustique du parc éolien dans l'année suivant la mise en exploitation permettra de vérifier le respect des exigences réglementaires ou le cas échéant, d'ajuster le mode de fonctionnement des éoliennes si nécessaire,

ARRETE

Article 1^{er} – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société MSE SAINT SAUMONT dont le siège social est situé boulevard de Turin – 59777 LILLE est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de BRADIANCOURT – lieux-dits «Les Monts Ternaux» et «La Plaine des fossés Thorel» et NEUFBOSC – lieux-dits «Le Mont Hernaux» et «Blanc Grenon», les installations détaillées dans les articles 2 et 3.

Article 2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Hauteur du mât le plus haut : 84,5m Puissance totale installée en MW : 20,4 Nombre d'aérogénérateurs : 6	A

A : installation soumise à autorisation

Article 3 – Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert II étendu		Commune	Lieu-dit	Parcelles
	X	Y			
Aérogénérateur n° 1	530636	2518379	BRADIANCOURT	Les Monts Ternaux	ZD n°8
Aérogénérateur n° 2	530280	2518214	BRADIANCOURT	Les Monts Ternaux	ZD n°11
Aérogénérateur n° 3	530234	2517799	NEUFBOSC	Le Mont Hernaux	ZA n°3
Aérogénérateur n° 4	530303	2517409	BRADIANCOURT	Plaine des fossés Thorel	ZC n°2
Aérogénérateur n° 5	530368	2517015	NEUFBOSC	Blanc Grenon	ZA n°9
Aérogénérateur n° 6	530688	2516785	NEUFBOSC	Blanc Grenon	AE n°18
Poste de livraison PDL n°1	530606	2518421	BRADIANCOURT	Les Monts Ternaux	ZD n°8
Poste de livraison PDL n°2	530324	2517350	BRADIANCOURT	Plaine des fossés Thorel	ZC n°2

Article 4 – Conformité au dossier de demande d'autorisation

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et les deux postes de livraison, objets du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Article 5 – Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les installations visées à l'article 2.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R. 553-1 à R. 553-4 du code de l'environnement par la société MSE SAINT SAUMONT s'élève donc à :

$$M_n = Y \times 50\,000 \times \frac{Index_n}{Index_0} \times \frac{1+TVA}{1+TVA_0} = 315\,744 \text{ euros}$$

Où M_n est le montant exigible à l'année n .

Y est le nombre d'aérogénérateurs.

$Index_n$ est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie.

$Index_0$ est l'indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011 (667,7).

TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie.

TVA_0 est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er janvier 2011, soit 19,60 %.

Ce montant a été calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

$Index_n = 700,4$ en juin 2014

$TVA = 20\%$ en juin 2014

La mise en service de l'installation est subordonnée à la constitution des garanties financières. Dès la mise en service de l'installation, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières.

L'exploitant réactualise le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II et suivant la fréquence définie à l'article 3 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Article 6 – Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)

1.- Protection des chiroptères /avifaune

Pour limiter l'impact sur l'avifaune locale et la perte potentielle d'habitat pour ces espèces, l'exploitant doit conserver le linéaire de haies sur le secteur d'implantation dans le cadre de ses aménagements.

Pour limiter l'impact sur l'avifaune locale et la perte potentielle d'habitat pour ces espèces, l'exploitant met en place un suivi de mortalité sur l'avifaune et les chiroptères, conformément à la réglementation.

II.- Protection du paysage

L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré.

Dès le début d'exploitation, l'exploitant met en œuvre les actions nécessaires à la mise en place des mesures compensatoires proposées dans son dossier de demande d'exploiter, à savoir :

- une reconstitution d'alignement d'arbres sur la RD 24 afin de souligner les entrées des villages de Bradiancourt et de Neufbosc,
- un renforcement de la ceinture végétale des villages.

Article 7 – Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Afin de respecter la période de reproduction et de nidification de l'avifaune, la réalisation des fouilles et la construction des aires stabilisées sont réalisées entre le 15 août et le 28 février de chaque année.

Une étude géotechnique est réalisée préalablement à la phase travaux afin de lever les risques liées à la présence de cavités souterraines au droit et à proximité immédiate des fondations de chaque éolienne. Cette étude est tenue à disposition de l'inspection.

Des mesures adéquates sont prises pour prévenir les éventuelles infiltrations de polluants, au droit des aérogénérateurs et des postes de livraison.

Article 8 – Autres mesures de suppression, réduction et compensation

Afin de réduire les nuisances sonores induites par l'installation, l'exploitant met en place les plans de bridage et mesures nécessaires au respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les hypothèses initiales du plan de bridage, proposées dans le dossier de demande d'autorisation (version du 5 décembre 2013), sont renforcées ou réajustées au regard des résultats des contrôles de la situation acoustique réalisées en application de l'article 10 du présent arrêté. Lors de la réception acoustique, les éoliennes pourront fonctionner en mode «non bridé» afin de définir un plan de bridage ajusté respectant les exigences réglementaires. Les évolutions des plans de bridage sont transmises, pour information, à l'inspection des installations classées.

L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment de l'effectivité des mesures de bridage. Celui-ci tient à disposition de l'inspection des installations classées un enregistrement des paramètres de fonctionnement des aérogénérateurs permettant de justifier du mode de fonctionnement des installations.

Enfin, l'inspection des installations classées, la direction générale de l'aviation civile ainsi que l'Armée de l'Air – Zone aérienne de défense Nord - devront être tenues informées, des dates de début et de fin des travaux, ainsi que des coordonnées exactes des aérogénérateurs, avec leur cote NGF à la base et au sommet.

Article 9 – Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées durant cinq années au minimum.

Article 10 – Auto surveillance

En complément des mesures d'auto surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'auto surveillance complémentaire défini au présent article.

I.- Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai maximal de 1 an à compter de la date de mise en service de l'installation par un organisme ou une personne qualifié.

Ce contrôle est effectué selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011.

Il est réalisé indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

Les résultats et les conclusions des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

II.- Suivi de l'avifaune et des chiroptères

Au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement de l'installation puis une fois tous les dix ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Lorsqu'un protocole de suivi environnemental est reconnu par le ministre chargé des installations classées, le suivi mis en place par l'exploitant est conforme à ce protocole. La réalisation de ce suivi est réalisé par un organisme indépendant de l'exploitant.

Les résultats de ce suivi sont transmis au service de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ainsi qu'au bureau de la nature, de la forêt et du développement rural de la direction départementale des territoires et de la mer.

Article 11 – Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 10, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Il réalise un nouveau contrôle si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En particulier, dans le cas de la mise en place du plan d'optimisation/bridage et/ou d'arrêt des éoliennes, le plan de bridage et/ou d'arrêt des aérogénérateurs peut être renforcé, ou réajusté le cas échéant, au regard des résultats des mesures réalisées et après information de l'inspection des installations classées.

Article 12 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de ROUEN.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai de six mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 13 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairies de BRADIANCOURT et NEUFBOSC pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires des communes de BRADIANCOURT et NEUFBOSC feront connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de Seine-Maritime l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation à la diligence de la société MSE SAINT SAUMONT.

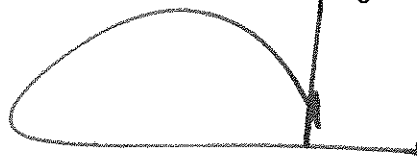
L'arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal consulté, à savoir : BRADIANCOURT, NEUFBOSC, BOSC-BORDEL, BOSC-MESNIL, BOSC-ROGER-SUR-BUCHY, BUCHY, BULLY, ESCLAVELLES, ESTOUTEVILLE-ECALLES, FONTAINE-EN-BRAY, MASSY, MATHONVILLE, MAUCOMBLE, MAUQUENCHY, MONTÉROLIER, NEUVILLE-FERRIÈRES, ROCQUEMONT, RONCHEROLLES-EN-BRAY, SAINT-MARTIN-OSMONVILLE, SAINT-SAËNS, SAINT-SAIRE, SAINTE-GENEVIÈVE, SOMMERY.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture de Seine-Maritime et aux frais de la société MSE SAINT SAUMONT dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 14 – Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer de Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur général de l'Agence régionale de santé sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de BRADIANCOURT et NEUFBOSC et à la société MSE SAINT SAUMONT.

Fait à ROUEN, le - 3 DEC. 2014

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général



Éric MAIRE